

Défense & Stratégie

Jun 2003 - Bulletin d'information de l'Observatoire Européen de Sécurité -

N° 06

CRIS - Université de Paris 1 (Panthéon –Sorbonne)

Éditorial : L'Europe et la guerre d'Irak 2

La guerre d'Irak a profondément divisé les Européens en deux camps : ce sont les huit dirigeants européens (Danemark, Espagne, Italie, Grande-Bretagne et Portugal pour les pays membres, et de la Pologne, Tchéquie, Hongrie pour les futurs pays adhérents) qui ont soutenu les Etats-Unis et la Grande-Bretagne dans leur intervention, en signant la fameuse *lettre ouverte* publiée dans le *Wall Street Journal* du 30 janvier 2003, et ceux qui à la suite de la France et de l'Allemagne ont privilégié la voie de l'ONU. Cette division laissera des traces car elle est révélatrice de divergences de fond sur les conceptions des relations internationales.

Malgré ces difficultés conjoncturelles, l'Union européenne progresse à petits pas, y compris dans le domaine de la politique de sécurité et de défense. Encore faudrait-il que les Européens se posent les questions de fond, notamment celle de savoir s'ils veulent une Europe puissance.

La guerre d'Irak est terminée. L'Europe doit en tirer dès maintenant les leçons car les Américains, même si on approuve ou non les objectifs de cette guerre, ont constitué un outil militaire efficace. Ils sont les seuls en effet à pouvoir mener une guerre totale grâce à la maîtrise des innovations technologiques qu'ils ont intégrées dans leur armée et qui leur donne une supériorité incontestable sur le champ de bataille. Si l'Europe n'y prend pas garde, elle risque dans les années à venir d'être incapable de coopérer avec les forces américaines, tout simplement parce

que son armement ne sera plus compatible avec celui des forces américaines.

Si les Européens ne réagissent pas rapidement et ne fournissent pas un effort financier suffisant pour se doter d'un armement de haute technologie, ils risquent d'être relégués au rôle de supplétifs, spécialisés dans les combats de faible intensité où les pertes humaines sont plus importantes ou bien à assurer des opérations humanitaires.

L'Europe devra choisir rapidement car si elle attend trop, l'écart risque de devenir irrémédiable avec les Etats-Unis et elle devra alors se contenter d'être une puissance secondaire et ne plus peser d'un grand poids dans le système international.

Patrice Buffotot

Directeur de l'Observatoire Européen de Sécurité

Sommaire

Éditorial : L'Europe et la guerre d'Irak 2.	
Les débats sur la Politique européenne de sécurité et de défense par Patrice Buffotot.....	p. 2
« <i>Iraqi Freedom</i> » : la nouvelle cuisine américaine de la guerre totale à la sauce technologique par J-Jacques Patry....	p. 4
Les répercussions stratégiques en Asie du Sud-Est de l'engagement américain en Afghanistan et au proche Moyen-Orient par Nathalie Hoffmann.....	p. 11
La Norvège prochaine cible du terrorisme islamique ? par Franck Orban.....	p. 15

Les débats sur la politique européenne de Sécurité et de défense (PESD)

Malgré les divisions des Européens lors de la récente guerre en Irak, les sommets bilatéraux¹ ou multilatéraux ont été l'occasion de propositions multiples pour faire avancer la PESD. Le dernier en date est la déclaration commune des quatre chefs d'Etat et de gouvernement d'Allemagne, de Belgique, de France et du Luxembourg réunis à Bruxelles le 29 avril dernier qui propose d'instituer une Union européenne de sécurité et de défense (UESD). Les résultats de la Convention européenne, qui ont été présentés par le président Valéry Giscard d'Estaing, prévoient la création d'une Agence européenne d'armement. La prise de décision dans le domaine de la PESD est particulièrement complexe puisqu'elle compte quatre procédures. La Convention a prévu une *coopération structurée* entre Etats membres. Le Conseil de Thessalonique a décidé la création d'une agence intergouvernementale dans le domaine du développement des capacités de défense et a chargé le Haut représentant Javier Solana de définir une stratégie de l'Union en matière de sécurité qui sera présentée lors du Conseil européen de décembre prochain. Les résultats sont donc modestes.

Malgré les progrès observés, les questions de défense et de sécurité sont révélatrices de conceptions profondément opposées entre Européens. Il est urgent d'avoir un débat de fond sur ces questions.

¹ Propositions franco-allemandes pour la Convention européenne. Prague, le 21 novembre 2002. in *Documents d'Actualité Internationale* (2) 15 janvier 2002, p 59.

Contribution franco-allemande à la Convention européenne sur l'architecture institutionnelle. Paris-Berlin, le 15 janvier 2003 in *D.A.I* (5) 1^{er} mars 2003, p 196

Déclaration sur le renforcement de la Coopération européenne en matière de sécurité et de défense, 25^e sommet franco-britannique du Touquet le 4 février 2003, in *D.A.I.*, (7) 1^{er} avril 2003, p 279.

Si l'on veut avancer, les Européens doivent avant tout répondre à plusieurs questions déterminantes : Quels sont les intérêts stratégiques de l'Europe ? Qui les menace et comment les défendre ? Dans le cadre de l'Alliance atlantique et/ou de l'Union européenne ? L'Europe doit-elle être une puissance politique ? Toutes ces questions induisent l'élaboration d'une véritable politique étrangère européenne. La Convention propose la création d'un ministre des Affaires étrangères, ce qui est un progrès indéniable, mais le plus important n'est-il pas de mettre en place une véritable politique étrangère européenne ? Une fois celle-ci mise en place, on pourra alors traiter une politique de défense commune. Pour le moment les Européens mettent seulement des moyens militaires en commun et apprennent à les utiliser seuls comme en Macédoine, et tout récemment au Congo.

Les Européens ont accepté de mettre en commun des forces capables d'intervenir sous le drapeau de l'Union, avec ou sans les moyens de l'OTAN. Il ne s'agit pas pour les Européens de vouloir concurrencer ou d'égaliser les forces américaines, ce qui serait absurde, mais d'adopter un format d'armée capable de répondre aux missions qui leur seront fixées. Pour cela les Européens devront réaliser un effort financier plus important que celui qu'ils fournissent actuellement. D'autre part, il est évident que cette force européenne ne pourra exister sans la présence des trois grands pays, à savoir l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne qui possèdent à la fois les effectifs mais surtout les compétences dans les domaines de haute technologie. Ceux qui voudraient construire une Europe de la défense en dehors de ces trois pays déboucheraient sur un échec certain.

En plus de l'effort financier, un effort de rationalisation est impératif. Ainsi en 2002, on s'aperçoit que les Etats-Unis dépensent le double des Européens dans la défense (350 milliards de \$ contre 146 milliards

pour les Quinze) avec des effectifs inférieurs de 130.000 personnes. Une restructuration des forces armées des Quinze s'avère aussi nécessaire car elles sont essentiellement à dominante terrestre. Cette restructuration devrait opérer un rééquilibrage au profit des forces navales et aériennes. En effet on ne peut à la fois vouloir projeter des forces et en même temps ne pas développer des moyens aériens et navals de projection. Les commandes de l'avion de transport *A400M* sont un premier pas dans ce sens. Enfin, ils devront investir pour l'avenir dans les armes de haute technologie qui leur permettront d'acquérir la supériorité sur le champ de bataille. Or on constate ces dernières années un accroissement du différentiel des investissements dans la recherche et le développement (R&D) entre les Etats-Unis et les Européens au détriment de ces derniers. Si ce phénomène perdure, il rendra impossible à terme toute coopération avec les forces américaines. Cela implique l'existence d'une industrie européenne d'armement, base indispensable pour une politique autonome de l'Europe, mais pour cela il faudrait aussi que les Etats européens lui passent des commandes pour qu'elle puisse se développer et même simplement survivre.

Dans le domaine de la défense, on constate de petites avancées qui ne sont pas à la hauteur des enjeux auxquels l'Europe est confrontée. Les chefs d'Etat et de gouvernement doivent se mettre d'accord sur un projet ambitieux pour l'Europe afin qu'elle devienne à terme enfin un véritable acteur du système international. Faute de quoi, l'Europe devra faire assurer sa sécurité par les Etats-Unis et deviendra un sous-traitant à la fois dans le domaine de l'industrie d'armement mais aussi militaire.

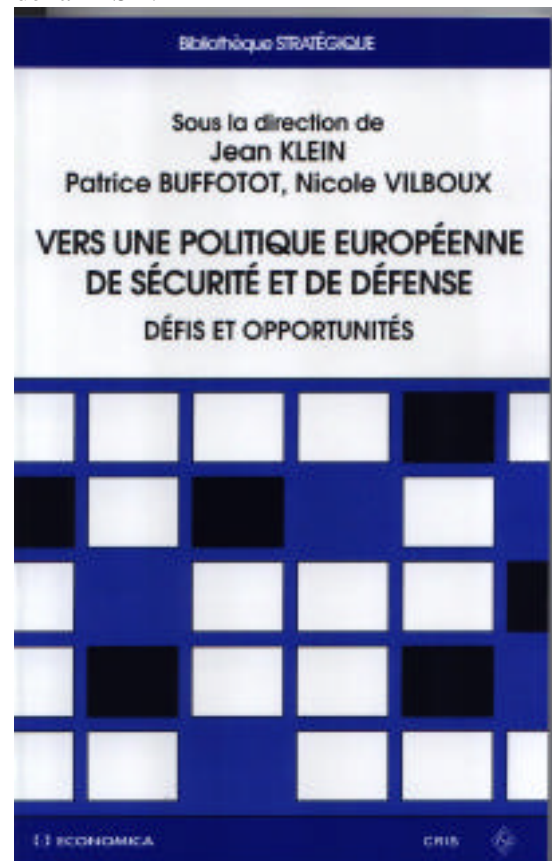
Patrice Buffotot

Observatoire Européen de Sécurité

Publication

Le CRIS vient de publier en avril dernier aux éditions *Économica* dans la collection *Stratégique* (Avril 2003. 328 p. Prix 37 €.) les actes du colloque tenu les 15-16 juin 2001 sur les défis et opportunités d'une politique européenne de sécurité et de défense (PESD) réunissant une quinzaine de spécialistes.

Ce colloque a montré les enjeux de cette PESD à travers une approche à la fois politique (les limites géographiques et politiques de l'Europe, les implications de la neutralité de certains pays européens), militaire (avec la diversité des cultures stratégiques, la redéfinition des missions, doctrines et organisations des forces armées dans l'Union, ainsi que le rôle du nucléaire), mais aussi économique (l'effort européen de défense, l'innovation technologique, et un exemple d'intégration avec l'industrie aérospatiale européenne). La mise en œuvre d'une stratégie d'intervention européenne autonome est abordée à travers l'exemple du conflit du Kosovo et s'efforce de tirer les enseignements des attentats du 11 septembre quant à l'avenir de la PESD.



« Iraqi Freedom » : la nouvelle cuisine américaine de la guerre totale à la sauce technologique.

La campagne « *Iraqi Freedom* » confirme pleinement la maîtrise militaire américaine des opérations, développée depuis la première guerre du Golfe.

D'emblée, plusieurs constats s'imposent. Les commentaires contradictoires formulés tout au long de la campagne : description d'une décapitation décisive, puis crainte d'enlèvement, puis reconnaissance tardive d'une guerre éclair, indiquent que les méthodes de combat des forces armées américaines demeurent encore largement méconnues et leurs effets sous-estimés en Europe. À l'inverse, la manière dont les responsables civils du *Department of Defense* ont géré leur affaire, montre qu'ils ont parfaitement compris comment fonctionne leur appareil de guerre, et quels avantages politiques ils peuvent tirer des effets physiques produits sur le terrain. Il est tout aussi établi que la planification et la conduite de la campagne étaient basées sur une évaluation correcte des services de renseignement américains concernant l'état général de la société, du régime et de ses capacités militaires. Aussi, l'explication d'une incompétence technique ne peut être raisonnablement avancée pour justifier les approximations, voire les mensonges sur la réalité des armes de destruction massive en Irak.

Cette contribution va tenter de mettre en perspective les tendances lourdes que l'on peut retenir de cette guerre, sur le plan militaire.

Le retour de la guerre totale dans le règlement des conflits internationaux.

« *Iraqi Freedom* » s'inscrit dans une perspective longue de retour de la guerre totale comme instrument de règlement des différends internationaux. Cet exercice n'était plus pratiqué par les Occidentaux depuis 1945, pour cause d'épuisement et de nucléaire. Or, ce qui caractérise une

guerre totale n'est pas son intensité, mais la nature de son objectif, c'est-à-dire la destruction du régime politique d'un Etat (en termes de doctrine militaire on parle de destruction du centre de gravité ennemi). C'est la seconde campagne militaire à viser un tel objectif après « *Enduring Freedom* » en Afghanistan. On sait aujourd'hui que la décision d'en finir avec Saddam Hussein avait été prise à Washington dès janvier 2001, donc bien avant les attaques du 11 septembre et l'alibi de la guerre mondiale contre le terrorisme².

Cette guerre conçue comme totale dans ses objectifs³, a pourtant été menée avec le souci de ne pas entraîner de destructions de masse. C'est une tendance connue pour les guerres limitées menées par les Etats-Unis (Première guerre du Golfe, Bosnie-Herzégovine, Kosovo), mais nouvelle pour ce genre de conflit. C'est d'ailleurs parce que la perspective des pertes et dommages est si faible, que Washington peut aujourd'hui l'utiliser comme instrument de régulation des relations internationales.

Une telle contradiction s'explique d'abord par le décalage de puissance entre les Etats-Unis et ses adversaires successifs (Serbie, Afghanistan, Irak). Le terme puissance est entendu dans son sens le plus extensif. Que peuvent faire de tels pays, exsangues, pauvres, isolés sur la scène internationale, face à une diplomatie planétaire, des ressources économiques gigantesques structurant une bonne part des échanges internationaux et des comportements sociaux, et une domination militaire subjuguante ?

² Une analyse extrêmement détaillée de la guerre peut être trouvée chez Anthony H. Cordesman, *The Instant lessons of the Iraq War*, Eight Working Draft, May 14, 2003, CSIS, Washington DC, 332 p.

³ Les objectifs de guerre ont été présentés par Donald Rumsfeld, le 21 mars 2003. Le premier à atteindre était de mettre un terme au régime de Saddam Hussein. Sa réalisation permettrait d'obtenir les sept autres que l'on peut résumer ainsi : élimination des armes de destruction massive, démantèlement de réseaux terroristes, sécurisation des ressources pétrolières, stabilisation de la région et ouverture à la démocratie.

Cette contradiction s'explique aussi par la construction d'un appareil de guerre massif unique au monde, héritage de la guerre froide, dont les effets physiques et psychologiques ont été amplifiés par l'intégration des technologies de l'information numérisée dans les domaines de la détection, de la vitesse de transmission, de la discrétion, de la précision.

La recette idéale de guerre totale : cibler un régime isolé et sans crédit international...

L'exercice de la guerre totale implique néanmoins une prudence extrême. L'Irak, avec 24 millions d'habitants, un régime fatigué au lourd passé, et une géographie favorable à l'invasion, offrait une bonne cible.

D'une part, la position du régime dans la région était précaire. Le Koweït souhaitait toujours son éradication. Les autres voisins ne considéraient plus le régime comme dangereux et les attitudes allaient du mépris le plus affiché (Arabie Saoudite) à la compréhension (Jordanie) ou la complaisance (Syrie). Cependant, il était établi qu'aucun pays frère ne viendrait au secours de Saddam Hussein.

D'autre part, Washington s'était employé depuis des années à isoler Bagdad par une politique de sanctions économiques et par un cordon sanitaire de « *containment* ». Cette politique a basculé avec l'arrivée de l'Administration Bush, laquelle a travaillé une coalition régionale visant à maximiser le positionnement de ses forces militaires en vue de l'invasion finale. « *Iraqi Freedom* » n'aurait pu être menée aussi facilement sans le réseau d'autorisations de stationnement, de survol et d'utilisation de bases par les pays voisins⁴. La première

⁴ À l'exception de la Turquie, les pays suivants ont accepté des stationnements militaires américains : Oman, Bahreïn, les Emirats Arabes Unis, la Jordanie (6.000 forces spéciales US), le Koweït. L'Arabie Saoudite n'a pas accepté de stationnement

étape de la guerre totale, visant à isoler l'Irak dans un dispositif régional hostile était donc achevée.

... travailler son appareil militaire déjà affaibli et sans grande aptitude au combat moderne.

L'Irak était aussi parfaitement lisible dans son dispositif militaire. En effet, son appareil de guerre classique était bien connu depuis 1991. L'effet cumulé de « *Desert Storm* » et de douze ans d'embargos avait pu donner une vision très précise de l'état général de l'arsenal aux services de renseignement américains. En moyenne, les experts estimaient à 40 % la perte de potentiel militaire par rapport au pic des années de splendeur des forces irakiennes.

Comme par ailleurs, le pays avait été visité par de très nombreuses équipes internationales (ONU, AIEA), peu de choses pouvaient demeurer cachées. Le tableau suivant indique le volume des forces retenues par les services américains, le 18 mars au soir.

Tableau n° 1 Forces irakiennes
350.000 hommes
2.600 chars
3.700 blindés
2.400 tubes d'artillerie
325 avions
210 lanceurs anti-aériens
150 radars anti-aériens
Source CENTCOM

Cependant, au-delà des chiffres, la réalité offerte par les forces de combat irakiennes était bien plus contrastée.

L'aviation ne pouvait aligner en fait que la moitié des aéronefs répertoriés. Aucun pilote n'exécutait plus de 60 heures d'entraînement par an (20 pour les jeunes). Une éventuelle rencontre avec les avions américains équivalait à un suicide.

mais a autorisé la présence d'éléments de coordination des opérations aériennes sur son territoire.

Sur l'ensemble des divisions de l'armée de terre, seules les sept grandes unités de la Garde Républicaine (environ 70.000 hommes) disposaient encore de moyens pour un combat mobile. Les autres (18 à 20 équivalents divisions), privées de pièces de rechanges et d'entraînement étaient condamnées à des missions de défense statique et s'étiolaient doucement.

À cet ensemble déjà affaibli, il convient d'ajouter la pléthore de groupes paramilitaires à la solde des séides du régime (Garde Républicaine Spéciale de Qoussay Hussein) et les milices locales des tribus, auxquelles Saddam Hussein avait confié la défense territoriale locale.

Les matériels majeurs utilisés par les forces irakiennes étaient vieillissants : génération des années 60/70 pour les divisions de l'armée de terre (chars de combat T55/T62 ou Type 69 chinois, véhicule de combat d'infanterie BMP-1) ou de la fin des années 80 (Char T-72, VCI BMP-2) pour la Garde Républicaine. Aucun n'était capable de se mesurer aux équipements américains dotés d'un environnement électronique donnant un point de situation permanent sur la localisation du dispositif ami, les appuis disponibles en temps réel et les unités ennemies détectées.

Au final les forces armées irakiennes constituaient un patchwork d'unités disparates, plutôt spécialisées dans la répression politique que dans l'art de la guerre, et commandées par des affidés du régime se haïssant cordialement les uns les autres, y compris dans la propre famille du Président⁵.

⁵ Ainsi, Ouday Hussein, second fils de Saddam avait-il été écarté du commandement de ses « Fedayin » (environ 40.000 personnes) pour leur avoir donné des équipements lourds appartenant à la Garde Républicaine. Il fut remis à son commandement après plusieurs mois de purgatoire. Il avait été momentanément remplacé par son aîné Qoussay, déjà en charge de la Garde Républicaine et de la Garde Républicaine Spéciale.

...puis disposer tous vos ingrédients dans une bonne préparation.

Plusieurs contraintes pesaient sur les planificateurs militaires américains. D'abord, le **volume peu élevé des combattants** de la coalition, comme en témoigne le tableau ci-dessous au 18 mars au soir.

Tableau n° 2 Principaux effectifs de la coalition	
Personnel américain	231.000
Koweït	130.000
Arabie Saoudite	8.500
Qatar	8.300
Oman	3.400
Bahreïn	5.550
EAU	1.400
Diego Garcia	750
En mer	50.000
Aviation (USAF + USN + USMC + SOF)	1.000
Personnel britannique	45.000
Aviation (RAF + RN)	100
Personnel australien	2.000
<i>Source CENTCOM</i>	

Sur ces 231.000 hommes, seulement 125.000 étaient engagés sur le théâtre d'opération (environ 500.000 en 1991 à titre de comparaison). Ce faible nombre était exigé par les autorités civiles du Pentagone afin de faciliter les manœuvres diplomatiques de stationnement et de réduire la vulnérabilité au sol.

Seconde contrainte, les **armes irakiennes de destruction massive**. En ce qui concerne le nucléaire, tout le monde était à peu près certain de l'absence d'armes après le démantèlement du programme irakien par l'UNSCOM en 1998. Les armes biologiques étaient réputées contenir des toxines botuliques et des spores de charbon. Il restait enfin les armes chimiques (neurotoxiques et ypérite). Un examen rapide des vecteurs permettait d'affirmer, avant les opérations,

que ces armes ne seraient pas utilisées stratégiquement. Les armes biologiques ou chimiques ne pouvaient être délivrées par vecteurs aériens, à cause de la suprématie américaine. Quant aux missiles balistiques, il restait une centaine d'engins de portée inférieure à 150 km. Si quelques SCUD avaient pu être camouflés, en dépit de la résolution de l'ONU 687 de 1991 visant leur élimination, ils ne pouvaient être tirés que de l'Ouest du Pays qu'il suffirait alors de contrôler (d'où la saisie des aérodromes H2-H3). L'impact des armes de destruction massive ne pouvait donc être que tactique, dans le pire des cas.

Troisième contrainte, les buts de guerre américains entendaient **limiter aux maximums les destructions collatérales** en Irak, puisque les Etats-Unis se préparaient à occuper le pays. Il fallait donc pouvoir en relancer rapidement la vie sociale et économique. Au titre des dégâts collatéraux, il fallait aussi préserver les ressources pétrolières irakiennes d'une tactique de la terre brûlée du pouvoir menacé.

L'ensemble de ces contraintes, combiné aux buts de guerre américains militaient pour une **stratégie misant sur la rapidité d'exécution**. La destruction du centre de gravité irakien, c'est-à-dire, le Président Saddam et le premier cercle de ses familiers (parents et conseillers) devait être assuré dans les meilleurs délais.

Tel fut l'objet des différents plans mis à l'étude dans le cadre de l'*Operational Plan 1003* du Central Command (CENTOM) américain. Après bien des vicissitudes, la version V arrêtée en novembre 2002 prévoyait une combinaison de frappes aériennes de décapitation, l'action en profondeur des forces spéciales et des services de renseignement pour contribuer à la déstabilisation du pays, une approche indirecte du centre de gravité par la composante terrestre.

...Mettre au four et saisir à feu très vif.

La préparation fut donc lente et minutieuse. Elle a suivi une logique parfaitement orthodoxe dans une campagne de cette ampleur, visant à **désagréger**⁶ les forces morales et physiques de l'ennemi, préalablement à la **dislocation** de son dispositif militaire⁷.

Au titre de la **désagrégation physique**, plusieurs instruments ont été utilisés. D'une part, la **décapitation**. Le 19 mars au soir, avec vingt-quatre heures d'avance sur le plan, un raid de précision décidé sur « renseignement d'opportunité », visait un abri dans Bagdad. L'objectif était de tuer Saddam Hussein, l'un de ses fils et quelques conseillers⁸. D'autres ont suivi contre les palais présidentiels, les casernes de la Garde Républicaine et les bâtiments du Parti Baas. Ces premières tentatives ne donnèrent aucun résultat probant. Aussi, après plusieurs jours d'insuccès les Américains décidèrent-ils de remplacer la décapitation **individuelle** (faute de renseignements fiables sur les effets pratiques) par une décapitation **institutionnelle** en règle. Tous les flux vitaux de Bagdad furent visés (centraux téléphoniques, stations électriques,

⁶ Dans le domaine de la doctrine militaire, la **désagrégation** est l'ensemble des actions entreprises pour empêcher une partie essentielle de la force ennemie de peser dans la campagne. Ces actions visent à détourner ou retarder cette force hors de la zone d'action principale du théâtre. Par comparaison, la **dislocation** consiste à rompre la cohésion opérationnelle des forces armées visées. Elle exerce surtout ses effets au niveau tactique, tandis que la désagrégation agit aux niveaux stratégique et opératif (niveau du théâtre d'opération). Un bon général doit être en mesure d'appuyer la seconde par la première.

⁷ Ces deux notions sont développées dans Robert Leonhard, *The Art of Maneuver – Maneuver Warfare Theory and Airland Battle*, Presidio Press, CA 1991, 315 p., pp. 67-76.

⁸ David A. Fulghum, « Opening Night in Baghdad », *Aviation Week & Space Technology*, April 7, 2003.

ministères, tours de télécommunication, réseaux câblés...). Après deux semaines de ce régime, il était devenu évident que l'administration de l'Etat irakien n'était plus en mesure d'organiser la défense du pays.

Second instrument, la **désagrégation psychologique**, chargée de miner la volonté de combattre des dirigeants irakiens. Les services secrets américains (CIA) déployés depuis de nombreux mois avaient approché certains généraux responsables de la défense et les avaient purement et simplement achetés. En parallèle, une **intense campagne psychologique** concernant les combattants avait été mise en route avec le concours des « Forces irakiennes libres », environ un demi-millier de personnes qui ont aidé les services de guerre psychologiques américains à monter les campagnes d'intoxication ou d'information. Ce ne sont pas moins de 50 millions de tracts qui ont été largués à destination des soldats irakiens, et de nombreuses heures d'émissions radio et télévisées pour la population.

Dernier instrument de désagrégation employé par les forces américaines agissant dans les domaines physique et psychologique : l'**approche indirecte sur le centre de gravité irakien**.

... Retourner fréquemment de manière à ne pas attacher.

Dans le domaine des opérations, l'approche indirecte constitue la quintessence de l'**art opératif** militaire⁹. Elle consiste à éviter la « bataille », en réalité une suite séquentielle d'engagements d'usure pour se porter, par la **manœuvre**, directement sur la **source de la volonté de combattre de l'ennemi**.

⁹ Pour une description fine de l'approche indirecte voir : Basil Liddell Hart, *Strategy*, repris dans Gérard Chaliand, *Anthologie mondiale de la stratégie : des origines au nucléaire*, Robert Laffont, Paris, 1990, pp. 1174-1776.

En refusant le combat au gros des forces adverses, cette approche permet de les surprendre, de les déstabiliser et de jeter le trouble dans leur rang. Elle autorise aussi une progression plus rapide vers le but ultime de la campagne tout en limitant les pertes et les retards dus à la bataille.

En contrepartie, cette approche est très risquée car elle implique de présenter soi-même son flanc ou ses arrières à l'adversaire et donc une vulnérabilité létale en cas de mauvais calcul. Dans le cas américain, cette approche fut retenue car, combinée à la domination du ciel et à la géographie ouverte du pays, les risques de mauvaise surprise étaient très limités pour les forces d'invasion.

Ceci explique le mouvement des unités terrestres engagées dans la nuit du 20 au 21 mars. Deux colonnes principales américaines (commandées par l'état-major du V^e Corps) progressent vers Bagdad en débordant les défenses avancées le long de la rive occidentale de l'Euphrate. La première, composée des unités du XVIII^e Corps US (3 *Infantry Division*, 101 *Air Assault Division*, une brigade de la 82 *Airborne division*) a pour mission de saisir les points de passage obligés sur le fleuve. Arrivé au niveau de Nasiryah, la seconde colonne composée de la 1^{ère} division renforcée des Marines diverge vers le Nord-Est en direction des ponts de Kout sur le Tigre. Cette avance ultra rapide entre le 20 mars et le 3 avril aboutit au contrôle des points de passage obligés vers le Nord et à une manœuvre en tenaille par le Sud-Est et le Sud-Ouest de Bagdad. Les seuls combats terrestres intenses consistèrent à sécuriser les accès aux ponts ou les rares villes contrôlant ces accès : Nasiryah, Nadjaf, Kerbala sur l'Euphrate, Kout et Numanyah sur le Tigre.

La progression sans pause de la manœuvre terrestre était accompagnée par une intensification de la campagne aérienne sur les centres de décision gouvernementaux et les unités de la Garde

Républicaine installées en défense de zone. Le résultat combiné fut, comme prévu, de semer confusion et désordre dans les rangs irakiens, de manière à rendre totalement impossible une organisation coordonnée de la défense.

Dans le même temps, les missions secondaires participaient au succès de la progression principale. Au Sud, les forces armées britanniques (la 1 *Armoured Division*, la 3 *Royal Marines Brigade*) renforcées par des éléments de la 1 division des Marines US, saisissaient le port d'Oum Kasr et sécurisaient les installations pétrolières de la péninsule de FAO. Le 30 mars, le port en eau profonde était remis en état. La phase suivante de la mission consistait à saisir la ville de Bassorah, deuxième grande cité du pays. Ce résultat ne fut pas atteint avant le 6 avril. Cependant, l'effet sur l'axe d'effort principal a été convenablement évalué. Aucun renfort de la zone Sud du pays n'a été en mesure d'appuyer ou de soutenir les défenseurs de Kout sur le Tigre. Toutes les tentatives de sorties ont été défaites par l'aviation. C'est aussi cela la désagrégation : rendre inutilisable pour l'effort principal de défense, une part importante de l'appareil de guerre ennemi.

Quant à la zone Nord, elle a très vite perdu tout intérêt pour la bataille. A l'origine, la 4ème division d'infanterie américaine aurait dû déboucher de la frontière turque et soutenue par les *Persh merga* kurdes, saisir les installations pétrolières de Kirkouk et Mossoul, puis progresser vers Takrit (ville natale du Président) et cerner la capitale par le Nord. Avec le refus turc, la pince Nord de la manœuvre opérative s'est transformée en opération de lutte anti-terroriste contre les milices islamistes *Ansar-Al-Islam* et de contrôle politique des forces kurdes, avec le concours d'une brigade aéroportée de l'*Army* et son équivalent en forces spéciales américaines.

...Arroser abondamment pour ne pas laisser brûler.

Tout cela n'aurait pas été possible sans une domination totale de l'espace aérospatiale au-dessus de la région. Comme dans les conflits du passé, la suprématie aérienne a autorisé le plein rendement des opérations à terre. Ce ne sont pas les armes nouvelles qui marquent la deuxième guerre en Irak, mais plutôt la manière de combiner leurs effets au niveau interarmées, en utilisant les possibilités offertes par les réseaux électroniques.

La différence avec la campagne « *Desert Storm* » réside essentiellement dans la généralisation des armes de précision et le développement de boucles intégrées de détection identification des cibles, désignation des vecteurs de tirs et munitions, tirs, évaluation des résultats et réamorçage du cycle.

La campagne aérienne a inclus l'action concomitante de 1.800 appareils de toute armée. Sur cet ensemble, on peut considérer une moyenne de 1.400 sorties par jour. La répartition des missions principales s'établit ainsi, selon le CENTAF¹⁰, c'est-à-dire, le commandement air du US CENTCOM dans la période entre le 19 mars et le 18 avril :

Nombre total de sorties	41.404
• Domination aérienne	14 %
• Appui / soutien aux forces	51 %
• Appui / soutien forces spé.	12 %
• Destruction ADM	10 %
• Décapitation du régime	8 %
<i>Source CENTAF</i>	

¹⁰ T. Michael Mosely, Commander USCENTAF, *Operation Iraqi Freedom – By the Numbers, Assessment and Analysis Division*, 30 April 2003, 16 p., pp. 4-5.

La répartition des cibles permet de mieux comprendre les effets cumulés des frappes aériennes. Lors des deux premières semaines d'engagement, priorité est donnée aux cibles politiques du régime, aux installations de sécurité, incluant celles de la Garde républicaine, à la recherche / destruction des missiles balistiques et des armes de destruction massive.

Avec l'absence de certitudes sur l'efficacité des frappes anti-personnelles (Saddam Hussein semble filmé pendant les opérations) et le développement de la manœuvre terrestre, il y a basculement au profit des unités de combat. Sachant que les objectifs traités par l'aviation étaient engagés quarante-huit à soixante-douze heures avant les premiers contacts sur le sol. Cette « préparation du champ de bataille » a eu pour résultats de rendre quasiment indolore le combat de contact pour les forces américaines, puisque l'essentiel de la dislocation adverse avait eu lieu avant.

L'arrosage du théâtre irakien est aussi opéré par des moyens plus précis que ceux de 1991. Ce sont les mêmes armes, mais celles-ci sont désormais d'usage général avec kit de guidage GPS ou laser¹¹.

Tableau n° 4 Nature des munitions utilisées	
Nombre total de munitions	29.199
Munitions guidées	19.848
Munitions non guidées	9.251
Guidées	68 %
Non guidées	32 %
Source CENTAF	

¹¹ La campagne aérienne a fait l'objet de publications très détaillées. Voir notamment : Adnan J. Hebert, « The Road to Victory », *Air Force Magazine*, May 2003, pp. 10-16 et John A. Tirpak, « Desert Triumph », *ibid.*

Mais, les bonnes vieilles munitions de calibre 20 mm. (16.901 coups) et 30 mm. (311.957 coups) ont aussi été largement utilisées dans l'attaque directe des cibles terrestres : pièces d'artillerie, radars, blindés ou regroupement d'infanterie.

... Sortir du four et découper en fines lamelles.

Le gros **travail de dislocation** a été effectué par l'aviation, mais aussi par l'artillerie longue portée et les hélicoptères d'attaque. Un schéma classique des opérations est apparu lors des assauts contre les villes contrôlant les points de passage obligés sur les fleuves.

Des drones de reconnaissance étaient envoyés pour déceler les défenses antiaériennes des môles défensifs visés. Une fois identifiés, les radars étaient tirés aux missiles anti-radiation, tandis que les postes de tir missiles étaient défaits à coups d'obus ou de bombes guidées. Une fois dépourvues de couverture anti-aérienne, les batteries d'artilleries étaient détruites par l'action conjuguée des hélicoptères d'attaque et des roquettes lancées par LRM. Les A-10 tueurs de chars et autres F-16 de l'USAF détruisaient ensuite les engins blindés embossés et camouflés. L'artillerie et les engins antichars éclataient les points de résistance isolée de l'infanterie. Le travail était ensuite achevé par les unités blindées - mécanisées américaines, lesquelles repoussaient les survivants dans les villes. Le relais était alors pris par l'infanterie aéromobile qui attaquait les poches de résistance à l'intérieur de la ville cible. L'aviation pouvait prêter concours pour la destruction ciblée d'un ou plusieurs bâtiments. Finalement les aéroportés relevaient les aéromobiles et nettoyaient les dernières résistances.

Cet ensemble de combinaisons interarmes et interarmées et de relève entre unités différentes dans un environnement

hostile démontre une incontestable aptitude américaine, mais aussi britannique, au combat de manœuvre. Cette coordination a permis de réduire sensiblement le niveau des pertes au combat, hors cas de tirs fratricides, comme le montre le tableau ci-dessous¹².

Tableau n° 5 Pertes de la coalition	
Combattants américains tués	126
Combattants britanniques tués	31
Appareils abattus par le feu ennemi	
Hélicoptères	6
Avions	1
App. Abattus par erreur / accidents	13
<i>Source CENTAF</i>	

Du côté irakien, à l'inverse, aucun chiffre ne circule sur les pertes militaires. Pour les pertes civiles, le gouvernement irakien, avant le 8 avril annonçait 1.800 personnes tuées, sans qu'il soit possible de le vérifier.

Une telle recette peut-elle être recuisinée pour l'avenir ?

Évidemment, la question se pose de la valeur école de cette guerre éclair de 21 jours pour l'avenir proche.

L'appareil de guerre américain a su faire preuve d'une **excellente aptitude à l'adaptation** et cela est nouveau dans l'art militaire d'Outre-Atlantique. Cette adaptation a été démontrée au niveau stratégique par l'évolution rapide du plan de ciblage de la campagne, quittant le registre de la décapitation individuelle pour

celle de la désagrégation systémique de l'appareil d'Etat et des forces armées irakiennes.

Elle apparaît aussi clairement au niveau opératif, avec la compensation de l'absence de troupes américaines au Nord du pays, par un redoublement d'activités dans la troisième dimension.

Au niveau tactique, elle est aussi présente dans le changement rapide des dispositifs militaires pour contrer les « menaces asymétriques » que représentaient les attaques d'infanterie légère sur les lignes de communication de la coalition, les attentats suicides au demeurant peu nombreux pendant la campagne (un incident le 29 mars, un autre le 9 avril), et surtout dans la manière de ne pas se laisser enliser dans le combat urbain.

Un tel résultat est le produit de vingt-cinq années d'investissement dans l'instrument militaire et de presque vingt années de marche forcée dans la **progression du combat interarmées**, imposée par le Congrès, dès 1986. Il est aussi l'aboutissement des programmes d'insertion de l'information numérisée et des réseaux informatiques dans ces mêmes forces armées.

C'est aussi le fruit d'une **institution militaire dont les personnels ont connu la guerre** depuis leur entrée au service actif. Ainsi les généraux de division ou de corps d'armée sont les anciens sous-lieutenants de la guerre du Vietnam. Les brigadiers et officiers supérieurs ont connu la Grenade, Panama, la guerre de 1991 au Koweït. Les officiers subalternes ont servi dans les différentes campagnes des Balkans, et en Afghanistan. À l'exception des Russes enlisés en Tchétchénie, aucune autre armée ne dispose d'une telle expérience des opérations.

La supériorité américaine repose incontestablement sur trois piliers qui

¹² Les tirs fratricides demeurent la plaie des opérations. Même si leur nombre est faible, les pertes de ce genre équivalent à celles du feu ennemi. Douglas Barrie, « Unfriendly Fire », *Aviation Week & Space Technology*, April 7, 2003.

resteront solides quelques années encore. D'abord **un effet de masse** que l'on néglige souvent. Il ne faut pas oublier que c'est un ensemble de forces regroupant 1.390.000 hommes d'active, 860.000 de réserve et de la Garde nationale, 3.600 appareils aériens, 12 porte-avions et leur environnement opérationnel complet.

Le second pilier c'est incontestablement l'effet multiplicateur de **l'intégration technologique** à tous les niveaux des opérations, dans un continuum plus ou moins commun de réseaux mettant en connexion les entités présentes dans les milieux géographiques aéroterrestres, aéro-maritime et spatial. Cette communauté des unités de combat, de soutien, des états-majors, des centres de renseignement et des grands commandements permet à tous de mener la même guerre et de produire des effets complémentaires les uns avec les autres. La mise en réseau de l'appareil *Command, Control, Communication, Computing, Intelligence, Surveillance, Reconnaissance* (C4ISR) permet maintenant une réactivité étonnante au niveau stratégique et opératif, en autorisant le traitement en temps quasi réel de cibles militaires significatives se dévoilant par surprise (en moyenne entre cinq à dix minutes). Les Etats-Unis seront seuls à posséder un tel atout dans les vingt années à venir.

Attention cependant à l'indigestion.

Mais, il convient de bien mettre en perspective cette capacité américaine dans le cas irakien. L'Irak est un pays dont les habitants n'ont plus de ressort. Ils ont été épuisés par une guerre avec l'Iran, une autre avec la communauté internationale, par douze ans d'embargo et plus d'un quart de siècle d'une dictature imbécile qui a éliminé toutes les forces vives du pays capables de menacer la clique au pouvoir. Il ne fallait donc pas grand chose pour que le pays tombe. Si quelques unités se sont bien battues, il ne faut pas méconnaître

l'impéritie du commandement de Saddam Hussein qui n'a pas permis la mise en place d'une défense en profondeur du pays, comme en témoigne la caracole américaine dans les rues de Bagdad. Les chefs militaires ont débandé leurs unités ou les ont abandonnées. La population s'est bien gardée d'intervenir, en attendant de voir qui l'emporterait. Enfin, l'Irak n'est pas géographiquement le Vietnam ou la Chine.

Le second bémol à mettre concerne la suite des événements. Si les Américains ont bien gagné la campagne militaire d'invasion dès le 8 avril, date de la disparition du régime de Bagdad, ils n'ont pas encore gagné la campagne de stabilisation, la seule qui pourrait mettre un terme réel à la guerre avec l'Irak. L'intégration des effets militaires ne se retrouve pas dans la stratégie civilo-militaire de reconstruction, laquelle demeure lacunaire et incertaine. Pour l'heure, la population dans sa grande majorité reste encore bonace et reconnaît à la coalition le mérite de l'avoir débarrassée de son tyran. Mais le temps passe, et le développement économique et social n'est pas encore en vue. Les anciens du régime et la partie de la population qui les soutenait commencent à pratiquer la bonne vieille politique de la rébellion et du sabotage, en espérant sans doute créer un cycle de répression, favorable au départ des envahisseurs. Rien n'est donc joué définitivement.

Qui seront les futurs invités au repas ?

L'indigestion ne concerne pas que les Américains, mais aussi leurs alliés. D'un point de vue strictement technique et militaire, il se confirme que les Etats-Unis n'ont plus besoin d'alliés pour faire la guerre. Bien plus, la simple lecture de la carte des opérations en Irak indique même le contraire. Les Britanniques, pourtant les plus interopérables avec les armées américaines ont été cantonnés dans une

portion particulière du théâtre, autour de Bassorah et dans la péninsule de Fao.

La lecture optimiste consiste à dire que leur valeur réelle dans le combat urbain (expérience irlandaise) et la confiance en leur savoir-faire technique et psychologique les désignaient pour cette tâche, dont ils se sont acquittés avec honneur et brio.

Une lecture plus cynique montrerait plutôt que les Américains ne souhaitent pas les avoir dans les jambes dans le cadre de leur effort principal. En effet, techniquement, la réussite de l'approche indirecte impliquait un haut niveau d'intégration entre les armées américaines et non plus seulement d'interopérabilité comme dans « *Desert Storm* ». Or, travailler avec une force armée étrangère, fût-elle britannique, aurait multiplié les frictions, les incompréhensions et au final, les risques de malentendus et d'échec.

Tel est le cas aujourd'hui pour toutes les armées occidentales ou membres de l'OTAN. L'écart technologique et doctrinal est si grand et les temps de réponse politique si longs, que cette alliance n'a plus aucun intérêt militaire pour les Américains (bien entendu, l'intérêt politique demeure). Ceux-ci ont d'ailleurs bâti un autre cadre à l'extérieur de l'OTAN, le *Multinational Interoperability Council*, pour faire partager à quelques pays « utiles » (au sens léniniste du terme) une partie de leurs procédures doctrines et systèmes de communication pour des opérations moins exigeantes que la guerre. On compte parmi les heureux élus : l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, le Canada pour le Nord, l'Australie pour l'hémisphère Sud.

Conclusion.

« *Iraqi Freedom* » n'est pas une nouvelle manière de faire la guerre. C'est au contraire, le retour de la guerre totale oubliée lors de la seconde moitié du XX^e siècle, par les Occidentaux, mais pratiquée avec les outils disponibles en ce début de XXI^e siècle. Elle n'est donc plus synonyme d'horreur absolue, de destructions massives et par-là redevient politiquement concevable.

Ce sont bien les innovations technologiques produites depuis près de trente ans qui ont autorisé une telle évolution aux États-Unis, combinées avec l'arrivée au pouvoir d'une équipe d'idéologues particulièrement convaincue de leur capacité et de leur vocation à changer le monde selon leurs préférences.

La restauration de la manœuvre, par opposition aux stratégies militaires d'usure sur un théâtre d'opération rend la victoire concevable à peu de frais humains et donc le recours à la force plus tentant.

Ceci ne fonctionne pas dans les zones géographiques couvertes par les armes nucléaires, comme l'Extrême-Orient où les techniques de la gestion de crise restent d'actualité, comme le montre l'exemple de la Corée du Nord. Cependant, dans les autres zones, le recours à la guerre totale est concevable. Il ne lui manque pour être complet que le volet suivant servant à construire une paix totale. Il semble pour l'heure que celui-ci reste encore à bâtir.

Jean-Jacques PATRY

Maître de recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique. Coauteur avec le général L.Francart de la doctrine française des opérations de maîtrise de la violence

Répercussions stratégiques en Asie du Sud-Est de l'engagement américain en Afghanistan et au Proche-Moyen-Orient...

Les positions des principaux pays d'Asie du Sud-Est face à l'engagement américain en Afghanistan et au Proche-Moyen-Orient n'ont fait l'objet que de peu d'attention et pourtant, cette partie du monde a une importance de plus en plus grande. Les médias se sont en effet seulement faits l'écho de manifestations dans plusieurs des pays à communautés musulmanes d'Asie lors du déclenchement des opérations militaires américaines en Afghanistan puis en Irak passant pratiquement sous silence les divergences de vues entre les dirigeants et une partie de leurs populations. L'engagement américain dans l'ensemble de la zone a cependant laissé des marques profondes et pourrait s'avérer lourd de conséquences tant pour un certain nombre d'Etats d'Asie du Sud-Est que pour la politique américaine dans cette partie du monde.

Une région manquant de cohérence stratégique et diversement concernée par les questions internationales...

De grandes divergences opposent, encore à l'heure actuelle, les Etats d'Asie du Sud-Est malgré la volonté de surmonter les différends qui avait abouti à la création de l'Association des nations du sud-est asiatique (ASEAN) en 1967¹³, l'évolution de cette dernière depuis la fin du système bipolaire et l'affirmation, dès l'été 2001, de la nécessité de développer une coopération sécuritaire à une échelle régionale¹⁴.

¹³ Association créée à l'issue d'un conflit qui pendant trois années avait vu s'opposer trois des Etats de la région : la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines et qui avait pour objectif, en permettant d'assurer le développement économique de la zone, de régler les différends et contentieux qui opposaient les pays d'Asie du Sud-Est.

¹⁴ Voir notre article, « Vers une relance de la coopération sécuritaire en Asie du Sud-Est » in :

Dès la première crise du Golfe, les pays de la région se sont divisés sur l'opportunité du blocus international puis de l'intervention militaire contre l'Irak. Comme dans le cas de la Chine¹⁵, la réponse à l'invasion du Koweït par l'Irak n'a pas été donnée sans difficulté et les premiers gouvernements à sanctionner Bagdad ont été, de manière somme toute assez logique, des alliés des Etats-Unis (non cependant sans que des pressions insistantes de la part de ces derniers aient dû être exercées¹⁶).

La plupart des pays d'Asie du Sud-Est tendent à considérer la première crise du Golfe comme un problème régional sans réel intérêt direct pour eux et ne nécessitant donc pas une implication globale de leur part. Tous, pratiquement, se montrent par contre extrêmement préoccupés à la fois par la question des approvisionnements pétroliers et la sécurité de leurs ressortissants qu'ils y résident¹⁷ où qu'ils soient de passage.

Les régimes birmanes, khmer, lao et vietnamien, moins impliqués sur la scène internationale et aux relations beaucoup plus tendues avec les Etats-Unis se contentent de dénoncer la politique hégémonique menée par Washington et ce, alors que Moscou apparaît déjà plus affaibli sur la scène internationale. Les autorités thaïlandaises, singapouriennes, malaisiennes, indonésiennes et philippines prennent par contre en considération les différents aspects du conflit dans une dimension plus globale. Ce ne sont ainsi

défense nationale, août-septembre 2002, pp. 106-118

¹⁵ Voir Constance Lorentz, « La République populaire de Chine d'une guerre du Golfe à une autre », *Défense & Stratégie*, mars 2003.

¹⁶ Voir M.L., « Les 'dragons' se décident à sanctionner l'Irak », *La Tribune de l'Expansion*, 10 août 1990 ; Charles Smith, « Loyalties under fire - US angered by lack of sympathy from Asian allies », *Far Eastern Economic Review*, 24 janvier 1991.

¹⁷ dont une partie importante de migrants thaïlandais et philippins qui résident en effet dans la région et assurent une part substantielle des revenus nationaux.

pas seulement aux retombées économiques que pensent les gouvernements mais également aux conséquences politiques et stratégiques. Bien qu'inégalement concernées par les questions musulmanes, les gouvernements de ces pays considèrent en effet l'absence de règlement de la question palestinienne comme au moins aussi importante que la crise irakienne et cette dernière comme à même de remettre en cause de manière durable l'équilibre de la région comme de la leur.

L'islam joue en effet, déjà à l'époque, un rôle déterminant dans l'apparition de divergences d'opinion majeures avec les Etats-Unis¹⁸. Les pays d'Asie du Sud-Est qui doivent le plus en tenir compte sont l'Indonésie du président Suharto et la Malaisie du Premier ministre Mahathir. Les deux régimes –déjà fort impliqués lors de la guerre d'Afghanistan contre l'URSS¹⁹– expriment certes leur désapprobation quant à l'invasion du Koweït par l'Irak. Ils estiment cependant que l'usage de la force –à laquelle ils auraient préféré la médiation– est de nature à scinder le monde musulman de manière durable²⁰ et la rupture est en effet rapidement consommée. Les partis d'opposition musulmans exploitent les troubles qui secouent le Proche et le Moyen-Orient et contribuent à la forte mobilisation en faveur de Saddam Hussein²¹. Aux Philippines –où la

communauté musulmane minoritaire est opposée aux autorités– les autorités expulsent –déjà– des diplomates irakiens responsables d'attentats à Manille en janvier 1991 tandis que l'anti-américanisme se développe dans l'ensemble de la région²².

D'autres arguments pèsent cependant de manière importante dans le positionnement des pays par rapport au conflit. Parmi eux, le désengagement américain alors en cours²³ et ses répercussions pour la sécurité régionale n'ont pas été des moindres et ce, malgré la volonté de plusieurs dirigeants –même alliés– d'avoir une plus grande indépendance vis-à-vis des Etats-Unis.

...de plus en plus impliquée dans les évolutions stratégiques du Proche, Moyen-Orient et de l'Asie intérieure

L'Asie du Sud-Est voit son rôle et son importance stratégique s'accroître depuis la fin du système bipolaire tant sur la scène internationale que dans la politique américaine. Sa place a connu une importance d'autant plus grande que l'augmentation des crises qui l'ont secoué depuis la crise financière de l'été 1997 et le rôle déterminant de l'islam radical contemporain²⁴ ont crû.

Les divergences d'appréciation qui s'étaient manifestées pendant la première crise du Golfe ont donc rapidement réapparu à l'occasion du déclenchement de

¹⁸ Voir notamment, Michael Richardson, « Southern Asia : An Anti-West Muslim Power Keg », *International Herald Tribune*, 22 janvier 1991.

¹⁹ Voir notamment : « Les Tâlebs, Nouvel acteur sur la scène intérieure afghane, Nouvelle donne régionale ? », mémoire du CHEAM, 56^e session, 1995-1996, 81 pages et « Intérêts et politiques de la Malaisie et de l'Indonésie en Afghanistan et en Asie centrale » EHESS 1997-1998, 153 pages.

²⁰ Voir notamment Michael Vatikiotis et Rodney Tasker, « Fence sitting, Islamic sympathies, terrorist fears cloud policies » in : FEER du 24 janvier 1991.

²¹ Voir notamment Steven Erlanger, « Indonesia's Muslims Torn Over Gulf Crisis » in : *Asahi Evening News* du 26 octobre 1990 et Jacques Bekaert, « En Malaisie, les islamistes recrutent des volontaires

pour combattre aux côtés de l'Irak » in : *Le Monde* du 23 janvier 1991.

²² Voir aussi Kenneth L. Whiting, « Anti-Americanism Grows in Southeast Asia » in : *Asahi Evening News* du 1^{er} février 1991.

²³ Les Etats-Unis maintiennent encore à l'époque une présence militaire aux Philippines. Il est cependant déjà question de voir les bases aériennes et navales de Clark et Subic fermer. Le départ des forces américaines des Philippines fait craindre à certains Etats une dégradation de la situation sécuritaire régionale du fait notamment de l'affirmation croissante des revendications chinoises et de la multiplication des crises dans la région.

²⁴ Voir notre article, « La radicalisation de l'islam : facteur de déstabilisation de l'Asie du Sud-Est in : *politique étrangère*, 1/2002, pp. 115-133.

la campagne alliée en Afghanistan puis lors des opérations contre l'Irak.

La guerre contre l'Afghanistan, bien que perçue par de nombreuses personnalités comme une guerre contre l'islam radical et les groupes déviants, a donné lieu à de profondes divisions tant au sein des sociétés que de certains gouvernements.

La guerre contre l'Irak pose cependant des problèmes accrus aux gouvernements de la région. Elle s'inscrit tout d'abord dans une logique de tension sur la longue durée –Washington exprimant des menaces à l'encontre du régime irakien bien avant les attentats du 11 septembre 2001. Pour la plupart des régimes d'Asie du Sud-Est le message « avec ou contre » la ligne politique américaine apparaît donc clairement. La participation des Etats-Unis à nombre de réunions et visites officielles sera là pour le rappeler. À la différence des opérations contre Al Qaïda et ses bases en Afghanistan et dans le reste du monde –présentées par les autorités américaines comme une « légitime défense » exercée par un pays meurtri par le terrorisme islamiste– et de la première guerre du Golfe, la guerre contre l'Irak, n'est pas comprise comme une guerre visant à défendre un pays attaqué mais une guerre menée au nom des intérêts américains. Menée juste après l'Afghanistan, la guerre contre l'Irak a ainsi fait le lit en Asie du Sud-Est de tous ceux qui propagent l'idée d'un choc civilisationnel au travers d'un conflit ouvert entre d'une part les Etats-Unis et le monde occidental en général et, de l'autre, les pays arabes et le monde musulman. Cette situation entraîne des difficultés importantes pour les dirigeants des pays musulmans d'Asie du Sud-Est confrontés à une critique de plus en plus vive de leur politique d'alliance avec Washington.

Ce point est d'autant plus important qu'entre l'Afghanistan et l'Irak les Etats-Unis sont intervenus directement dans la politique intérieure pakistanaise et ont participé activement à la lutte contre plusieurs mouvements musulmans d'Asie

du Sud-Est. Les exemples les plus retentissants sont, sans conteste, ceux des Philippines –où les forces américaines sont intervenues militairement contre les membres d'Abu Sayyaf–, de l'Indonésie, de la Malaisie, Singapour ou encore de la Thaïlande, où ils ont développé un important volet de coopération. Parallèlement pourtant, les communautés musulmanes ont assisté impuissantes à l'enlisement de plusieurs crises à commencer par la question palestinienne ou la crise du Cachemire.

Si les événements du 11 septembre 2001 et la lutte anti-terroriste semblent justifier ces actions américaines, il n'en reste pas moins vrai que jamais dans l'histoire américaine, il n'y avait eu tant de fronts ouverts simultanément contre des pays ou territoires musulmans. Cette « première historique » permet aux éléments radicaux d'Asie du Sud-Est de dénoncer une attaque ciblée contre l'islam et de se livrer à un prosélytisme fortement teinté d'antiaméricanisme. Il est vrai qu'en outre, les dirigeants politiques se retrouvent dans des situations délicates le Premier ministre malaisien, Mohamad Mahathir dénonçant le jusqu'au-boutisme de Washington alors que la présidente indonésienne, Megawati Sukarnoputri, préférerait ne pas aborder ouvertement la question, préférant utiliser les attentats de Bali pour dénoncer la menace islamiste sans éprouver pour autant le besoin de s'interroger publiquement sur ses racines ou sur le comportement d'un allié dont elle a un besoin croissant notamment dans le cadre de la lutte menée contre des mouvements sécessionnistes²⁵.

Seuls trois pays de la région se sont donc rangés de manière plus résolue aux côtés de Washington, trois de ses alliés sur le sol desquels résident des minorités

²⁵ L'Indonésie est l'un des pays à tirer un certain avantage de la lutte américaine contre le terrorisme. Les autorités de Jakarta ont, en effet, proclamé l'Etat d'urgence dans la partie Nord de Sumatra où elles sont confrontées aux activités du mouvement sécessionniste d'Aceh.

musulmanes tant locales qu'étrangères : la Thaïlande, Singapour et les Philippines. Et pourtant, là encore, le soutien offert a donné lieu à réflexion voire à la mise en place de nombre d'associations visant à assurer une meilleure compréhension entre les différents groupes ethniques et religieux, une politique d'assistance à la population irakienne ou à l'envoi de forces spécifiquement dédiées aux tâches humanitaires²⁶. En Thaïlande, les autorités ont finalement reconnu la présence de terroristes sur leur sol après l'arrestation de membres présumés des Jemaah Islamiyah, groupe islamiste radical transnational²⁷, tandis que, à Singapour, la coopération a connu un très fort essor dès la découverte de cellules terroristes visant les intérêts américains et alliés et qu'aux Philippines, les forces américaines apportent un soutien important dans le cadre de la lutte contre les mouvements radicaux inscrits sur la liste des groupes terroristes par le département d'Etat.

Les États-Unis ont donc cherché à développer avec les pays de la région une forte coopération avec l'ensemble des services de sécurité intérieure et militaire²⁸ et ce, malgré les oppositions parfois virulentes dont ils ont été l'objet de la part des dirigeants, personnalités éminentes

²⁶ Voir notamment : « Muslims seek cash, blood donations at next anti-war rally », « Media discuss aid to Iraq » in: *Bangkok Post* du 1^{er} et du 8 avril 2003, « Concern of Iraqi war impact on civilian shared by all : Zainal Abidin », « Singapore donates US\$ 250,000 to Red Cross to help Iraqi people » in : *Channel News Asia* du 23 mars 2003, « Manilla to send humanitarian, peacekeeping force to Iraq » in : *Channel News Asia* du 14 avril 2003.

²⁷ Le Jemaah Islamiyah a pour la première fois fait parlé de lui à la fin de l'année 2001 quand plusieurs de ses membres ont été arrêtés à Singapour. Les intentions du mouvement seraient de proclamer un Etat islamique dans l'ensemble de la zone couvrant les Etats ayant des communautés musulmanes du sud de la Thaïlande au sud des Philippines.

²⁸ La question d'un repositionnement militaire américain dans la région semble également être à l'étude.

comme de la population²⁹ pour ne pas parler des opinions encore réservées des autres gouvernements d'Asie du Sud-Est, Birmanie, Vietnam, Laos, Cambodge avec lesquels Washington est engagé dans différents bras de fer dans les domaines de la démocratie, de la répression de différents groupes minoritaires ou de la mise en place de tribunaux internationaux par exemple.

Des perspectives assombries par l'évolution de l'intervention en Irak

Le soutien populaire apporté à Saddam Hussein a sans doute été moins marqué et exubérant que celui dont avait fait l'objet Oussama bin Laden quelque temps auparavant³⁰ sans doute en partie à cause de son image beaucoup plus « laïque » que musulmane et en raison de la ré émergence de nombreuses personnalités religieuses sur la scène irakienne depuis la chute du régime. Le dirigeant irakien a néanmoins bénéficié d'un élan de sympathie d'autant plus grand qu'il ne se trouvait pas –à la différence de 1990– dans la situation de l'agresseur. Nombreux ont été les dirigeants de la région, au premier rang desquels le Premier ministre malaisien –dénonçant les menaces américaines de recours à la force comme des moyens primitifs de résoudre un différend– à poser la question des motivations réelles des Etats-Unis dans la campagne contre l'Irak³¹.

Les pays de l'ASEAN globalement opposés à la solution militaire et

²⁹ Voir aussi « Les Etats-Unis et le monde malais : 1945-2003, un intérêt stratégique croissant » à paraître dans *stratégique* et « Nouvelle donne en Asie du Sud-Est ? » dans *L'Année stratégique 2004*.

³⁰ Il s'est en effet vendu beaucoup de T-shirts à l'effigie d'Oussama bin Laden dans plusieurs des pays de la zone dont le Cambodge et la Thaïlande...

³¹ « Malaysia's Mahathir describes US military threat against Iraq as 'primitive' » et « Malaysia demands proof of Iraq's weapons of mass destruction » in : *Channel News Asia* du 20 février et du 10 avril 2003.

préoccupés par les conséquences d'un déclenchement des hostilités ont tenu une réunion spéciale. Quant aux membres du Mouvement des non alignés (MNA) et de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) dont font également partie la Malaisie et l'Indonésie c'est également contre l'intervention militaire qu'ils se sont fermement prononcés³². Le rôle particulièrement actif joué par la Malaisie dans l'accueil de ces réunions et le fait que doit se tenir à Kuala Lumpur en octobre 2003 –juste avant le départ de Mahathir de son poste de Premier ministre– la prochaine réunion de l'OCI pourraient donner le signal à l'émergence d'un nouveau « front anti-américain ».

Les risques d'anti-américanisme et de radicalisation des populations musulmanes d'Asie du Sud-Est pourraient aller d'autant plus croissant que les menaces à peine voilées contre la Syrie et la diabolisation de l'Iran pourraient renforcer le sentiment de confrontation américano-musulmane et ce, alors que des personnalités éminentes telles que le dirigeant malaisien dénonçait déjà au mois de mars 2003 les risques de contagion³³.

Il est dans cette perspective malheureusement à parier que « l'appel des intellectuels du Caire » lancé par plus d'une centaine d'intellectuels du monde musulman au cours de la première semaine de juillet ne reste une vaine tentative de réflexion sur les problèmes du monde musulmans et les éventuelles solutions à y apporter. Il décrit cependant très clairement les raisons de l'amertume des musulmans et leurs difficultés à s'intégrer dans l'ère moderne faute d'une nouvelle « najda » –une renaissance du monde

³² « ASEAN to hold meeting on Iraq - Philippines » in : *Channel News Asia* du 29 janvier 2003, « Non-Aligned states voice opposition to war in Iraq » in : *Channel News Asia* du 21 février 2003 et « Non-Aligned Movement Opposes War » in : *Washington Post* du 23 février 2003.

³³ « US could target more Muslim countries after Iraq war : Mahathir » in : *Channel News Asia* du 21 mars 2003.

musulman–. De fait, il est probable que les prêcheurs islamistes radicaux aux idées simples mais très imagées devraient influencer de plus en plus leurs contemporains perturbés par la situation actuelle. Cela pourrait entraîner des facteurs de trouble supplémentaires (dans une région qui ne parvient pas à se remettre de la crise financière qui l'a secoué en 1997 et qui pourrait connaître de nouvelles difficultés à la suite du conflit³⁴ et de l'épidémie de SARS³⁵) constituant ainsi un terreau favorable aux extrémistes de tous bords.

Face à cette situation, les outils de sécurité, défenseurs des Etats mais aussi parfois instruments eux-mêmes de leur affaiblissement –du fait notamment de l'expansion d'idées radicales chez certains de leurs membres– ont une part particulièrement importante à jouer tout comme la création d'un centre régional de lutte contre le terrorisme à Kuala Lumpur pourrait constituer une des réponses pour contrer mouvements radicaux et criminalité dans la zone.

Reste à voir comment les pays de la région se positionneront face aux derniers événements en Irak et dans son environnement. L'arrestation de membres des forces spéciales turques accusés par les Américains de fomenter des attentats contre les nouvelles autorités dans la zone proche du Kurdistan pourrait à cet égard, donner le signal de nouvelles manifestations...

Nathalie Hoffmann (INALCO- Le Havre)

³⁴ « Iraq war an economic disaster for the world, says Dr M » in : *New Straits Times* du 5 avril 2003.

³⁵ Le syndrome respiratoire aigu sévère (« Severe Acute Respiratory Syndrome » en anglais) est apparu en Chine dans la province méridionale du Guangdong et s'est propagé dans plusieurs des pays de la région faisant plusieurs centaines de victimes à travers le monde. Voir ce propos « L'Épidémie de pneumopathie : quelles conséquences pour la chine ? » de Valérie Niquet in : *L'Année stratégique 2004* et Rachel Stevendon, « Sars costs Asia \$11bn, and the bill is still rising » in : *The Independent* du 19 avril 2003.

La Norvège prochaine cible du terrorisme islamiste ?

La crise irakienne a eu pour la diplomatie norvégienne un effet désastreux sur deux plans. Les autorités norvégiennes se sont tout d'abord retrouvées dans la situation peu envieuse pour un allié traditionnel des Etats-Unis non-membre de l'UE de devoir choisir entre une option américaine (avaliser l'approche diplomatique "dure" contre le régime des inspections et le déclenchement unilatéral du conflit) et une option européenne (respect de la législation internationale dans le cadre des Nations Unies, soutien à l'option franco-russo-allemande de poursuite des inspections). La guerre d'Irak a ensuite fait prendre conscience aux Norvégiens que leur pays faisait à présent partie des cibles potentielles du terrorisme transnational en général, et des cibles explicitement désignées par Al Qaïda en particulier.

La décision du gouvernement norvégien de demeurer dans la droite ligne des Nations-Unies et de ne soutenir ni politiquement ni militairement une quelconque intervention unilatérale des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne contre le régime de Bagdad intervint après une période de flottement diplomatique où la Norvège, membre tournant du Conseil de sécurité de l'ONU en 2001-2002, dirigeait la Commission de sanction pour l'Irak, et avait plutôt tendance à aller dans le sens des positions américaines sur le dossier irakien. Lors de l'accélération de la crise à l'automne 2002, le gouvernement de Kjell Magne Bondevik prit pourtant progressivement parti pour une résolution de la crise dans le strict cadre des Nations-Unies. Cette position différait quelque peu des choix opérés lors de la guerre du Kosovo, où la Norvège n'avait pas insisté sur le besoin d'une résolution onusienne, ou bien de celle d'Afghanistan, pendant laquelle le gouvernement norvégien s'était déclaré solidaire des autorités américaines dans la

lutte contre le régime taliban et avait envoyé des troupes d'élite sur place.³⁶

Les autorités norvégiennes s'efforçaient donc de rester dans une position la plus neutre possible lorsque le traitement de la crise irakienne évolua à partir de janvier 2003 en un affrontement ouvert entre Français-Allemands-Russes d'une part et Anglais-Américains de l'autre. Alors que le Premier ministre Bondevik refusa pendant longtemps de donner un avis clair sur la position norvégienne adoptée dans cette crise, le ministre des Affaires étrangères Jan Petersen, tout en condamnant la dureté des positions américaines, regretta que la position allemande fût le résultat d'une ligne post-électorale figée et que la France parût vouloir maximaliser sa position au Conseil de sécurité et dans l'UE (couple franco-allemand). Au final, la position norvégienne ne s'aligna pas sur les positions pro-américaines (la Norvège ne fut pas contactée pour signer la lettre de soutien à la politique américaine du 30 janvier 2003 initiée par José Maria Aznar) et rejoignit la position franco-allemande demandant la poursuite du régime d'inspection et son renforcement.³⁷ Ce choix tenait compte de la très vive opposition de l'opinion norvégienne à l'idée d'une guerre non mandatée par l'ONU, opposition relayée dans le paysage politique norvégien par la convergence de vue entre les conservateurs, emmenés par le Parti Chrétien populaire, et l'ensemble des forces de gauche.³⁸

³⁶ Franck Orban, *Des forces spéciales norvégiennes en Afghanistan*. Défense & Stratégie. 2/2002.

³⁷ Dans un discours d'explication devant le Parlement norvégien le 21 mars 2003, le Premier ministre norvégien affirma que "malgré le non respect par l'Irak de la résolution 1441, le gouvernement en vint à la conclusion que "...les inspections auraient dû continuer parce qu'elle enregistraient des progrès". Statsminister Kjell Magne Bondevik, *Redegjørelse for Stortinget om Irak-spørsmålet*.

³⁸ Un sondage réalisé par le quotidien *Aftenposten* indiquait que 78% des personnes consultées soutenaient la décision des autorités de ne pas

L'impression dominante de cette période est donc que les autorités norvégiennes furent prises en étau entre une approche politique et morale de la crise ancrée dans le respect du droit international et de l'opposition publique à la guerre, et l'obligation géopolitique de ne pas ternir une alliance américaine considérée comme vitale pour la sécurité du pays. Cette peur fut d'ailleurs rapidement vérifiée. À l'occasion d'une réception à la chambre de commerce norvégio-américaine le 13 mars, l'ambassadeur américain en Norvège John Doyle rappela clairement que *"lorsqu'un ami de longue date refuse de vous rendre un service, on doit s'attendre à ce que cette amitié s'en ressent"*. Tout débat sur les rapports Norvège- Etats-Unis ayant aussi une dimension européenne, cette menace à peine déguisée encouragea les milieux pro-européen norvégiens à s'engouffrer dans cette brèche pour affirmer que la Norvège devait à présent tirer les conséquences de l'évolution des rapports entre les deux pays en rejoignant l'Union européenne afin de contribuer à faire de l'Europe un contrepoids à la surpuissance américaine. Cette position fut activement combattue par les milieux atlantistes, qui tentèrent de minimiser les effets de cette crise diplomatique en appelant à dépasser une querelle "ponctuelle" au nom de la solidarité qui doit prévaloir au sein des Nations-Unies et de l'Alliance atlantique. Pour les Norvégiens, le prix géopolitique d'une cassure entre l'Europe et les Etats-Unis serait en effet astronomique : une Amérique moins intéressée par l'Europe serait tentée de délaissier les Norvégiens à un dialogue bilatéral avec une Russie réinstallée de plain-pied dans la diplomatie européenne, et dont les intérêts économiques en Europe septentrionale s'affirment rapidement, et souvent de manière conflictuelle par rapport aux intérêts norvégiens (pétrole, gaz, poisson). Une Amérique « quittant » l'Europe ouvrirait aussi la porte à un nouveau rôle

avaliser l'intervention militaire. *Stort flertall bak Norges nei til krig. Aftenposten*. 28 mars 2003.

pour l'Union européenne, qui, une fois ses plaies pansées, s'affirmerait peu à peu dans le domaine de la sécurité et de la défense aux dépens de l'OTAN et des Etats-Unis, alors qu'une adhésion norvégienne à l'UE reste toujours un sujet tabou.³⁹

La diplomatie norvégienne est à présent occupée à réparer les pots cassés *en Europe* par sa contribution à la gestion de l'après-guerre en Irak, notamment à travers l'aide humanitaire et une participation à la force de stabilisation. Le ministre des Affaires étrangères a à ce titre annoncé que le gouvernement norvégien augmenterait l'aide humanitaire en Irak, qui se monte actuellement à environ 22 millions d'euros. Le gouvernement a aussi décidé l'envoi d'une compagnie d'ingénieurs de 150 hommes du Bataillon Telemark (*Telemark Engenieer Squadron*) pour couvrir des missions de déminage et de reconstruction sous commandement anglais, ainsi que de six officiers dans le secteur polonais de la force de stabilisation pour des missions de transport, logistique et planification (provinces de Babil, Kerbala, Najaf, Qadisiyyah og Wasit). Cet engagement, comme cela avait déjà été le cas avec l'envoi des soldats norvégiens en Afghanistan, a fait l'objet d'un vote restreint au Parlement (Storting), sans réel débat public sur la question.

Les risques attachés à une présence militaire norvégienne sur des théâtres d'opérations musulmans sont pourtant apparus au public norvégien dès le 21 mai 2003. Dans un message à la chaîne de télévision al-Jazeera, le numéro 2 d'Al Qaïda Ayman al-Zawahri appelait tous les musulmans « à *attaquer les ambassades des USA, de la Grande-Bretagne, de l'Australie et de la Norvège, et leurs intérêts, leurs compagnies et leurs*

³⁹ Le leader du Parti travailliste déclarait au Monde que "tout affaiblissement de l'OTAN est mal perçu par les autorités du pays, qui, par ailleurs, n'ont pas de droit de regard sur la défense européenne". Le Monde 7 mars 2003.

employés. » Cet appel concerne en premier lieu l'activité diplomatique norvégienne et celle des groupes pétroliers norvégiens opérant dans la région du Moyen-Orient.⁴⁰ La production norvégienne de pétrole offshore rentrant progressivement en phase de déclin, les compagnies norvégiennes se sont lancées il y a quelques années dans une vaste stratégie d'internationalisation de leurs activités. Statoil et Norsk Hydro ont ainsi investi des milliards de couronnes dans des zones géopolitiques à haut risque ces dernières années. Les deux compagnies sont notamment présentes en Iran, où Norsk Hydro est sur le point de conclure des forages de prospection sur le champ d'Anaran en bordure de la frontière irakienne, alors que Statoil est opérateur pour certaines parties du champ gazier géant South Pars. Tandis que Statoil semble maintenant vouloir concentrer ses activités sur l'Iran, Norsk Hydro a émis le souhait de prendre part dans un premier temps à la reconstruction de l'industrie pétrolière nationale en Irak, et à plus longue échéance à la production d'hydrocarbures. Le directeur du groupe, Tore Torvund, affirmait n'il y a peu "qu'il est normal que nous explorions les possibilités éventuelles en Irak".⁴¹ La firme est rejointe par des groupes comme ABB et Kvaerner, qui ont également exprimé leur souhait de contribuer à la reconstruction du complexe pétrochimique irakien. L'Irak peut ainsi par sa taille et son potentiel d'exploitation être conduit à jouer un rôle dans la future structure du secteur pétrolier norvégien. Certains avancent même l'idée que la compagnie norvégienne qui aura le mieux réussi à se placer sur l'échiquier du Moyen-Orient, donc en Irak, deviendra à terme l'unique compagnie pétrolière du pays.⁴²

⁴⁰ Arabie Saoudite, Indonésie, Philippines, Kenya, Tanzanie, mais aussi Jordanie, Maroc, Nigéria, Yémen, Iran et Pakistan. Cités dans *Aftenposten* 23 mars 2003.

⁴¹ *Hydro og ABB klar for Irak. Aftenposten* 3 mai 2003

⁴² Trygve Refvem, *Irak og olje*. Fokus Europa 1/2003, Årgang

La Norvège est-elle préparée aux conséquences de cette visibilité accrue en matière de *sécurité* et *d'énergie* sur ses ressortissants à l'étranger et ses propres habitants en Norvège même ? On peut en douter. Les Norvégiens, qui crurent tout d'abord à mauvaise plaisanterie lors de la publication de l'appel d'Al Qaïda en mai, ont du mal à cerner la complexité de la situation politique en Irak, et notamment le fait qu'ils risquent fort d'être considérés comme une force occupante par la population civile irakienne, au même titre que les Anglais et les Américains, même si leur mandat se limite à des missions sanitaires ou de déminage. Le pire est sans doute que ce risque ne semble pas se limiter à la présence norvégienne dans les pays exposés à une guérilla contre des forces occupantes ou au terrorisme transnational. Un rapport publié par l'Institut pour les études de défense (FFI) tirait en juin la sonnette d'alarme en affirmant que "l'absence d'une longue expérience sur le renseignement, l'infiltration et la connaissance des réseaux de terrorisme internationaux fait que les cibles américaines, israéliennes et alliées en Norvège sont plus attrayantes pour les terroristes".⁴³

Franck Orban

Chercheur à Europa-programmet, Oslo

Pour contacter l'Observatoire européen de sécurité ou demander à être inscrit sur la liste des abonnés, vous pouvez écrire à : buffotot@univ-paris1.fr

Les précédents numéros de *Défense et stratégie* peuvent être consultés à l'adresse : <http://mjp.univ-perp.fr/defense/ds.htm>

⁴³ Brynjar Lia : *Irak og terrortrusselen - eit oversyn over terrorgrupper med tilknytning til det irakske regimet*. Forsvarets forskningsinstitutt, 2003/00940.